

1999

Le Roi consacre son discours de Nouvel An aux autorités du pays au passage du franc belge à l'euro. Il évoque aussi l'élargissement de l'Union Européenne :

« Pour les nouveaux membres et en particulier ceux de l'Europe centrale et orientale, cet élargissement renforcera leur démocratie nouvelle. Quant à l'Europe, elle évoluera vers une dimension supérieure en comptant à terme plus de 500 millions d'habitants. L'adhésion du citoyen européen à ce projet d'envergure est un défi quasi permanent. Pour lui, l'euro sera sans nul doute une des preuves les plus tangibles de la réalité européenne. Néanmoins, certaines politiques européennes incomplètes provoquent encore trop souvent la méfiance de nos populations. Il appartient donc à tous les niveaux de pouvoir d'expliquer que ce n'est pas la politique poursuivie qu'il faut mettre en cause mais bien la lenteur de sa réalisation intégrale ».

Et termine son discours par un nouvel appel au civisme fédéral :

« Si nous voulons que les efforts européens de la Belgique restent crédibles, nous aurons à démontrer qu'à l'intérieur même de notre pays, nous pouvons réaliser l'union dans la diversité. Il serait illusoire de nous croire un moteur de la construction européenne et donc de l'entente entre des populations aussi différentes que celles de la Méditerranée et de la Baltique, si nous ne parvenons pas à gérer harmonieusement les différences entre nos régions et communautés, pourtant si voisines.

Mes nombreux contacts avec la population m'ont donné la certitude que la toute grande majorité de nos compatriotes veulent cette entente. Pour terminer, j'aimerais souligner que Bruxelles est non seulement la capitale de la Belgique et de nos deux grandes communautés, mais qu'elle est devenue aussi la capitale de l'Europe. C'est une chance unique pour Bruxelles et en fait pour tout notre pays. Saisissons donc cette chance en nous montrant ouverts et accueillants ».

En février, le roi Hussein de Jordanie décède à Amman des suites d'un cancer. Il s'était beaucoup impliqué dans le processus de paix au Proche-Orient au cours des dernières années. En compagnie de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement étrangers, Albert et Paola assistent à ses funérailles. Le week-end suivant, la reine Fabiola prend à son tour le chemin de la Jordanie pour présenter ses condoléances à sa veuve la reine Noor. Toutes deux s'étaient engagées conjointement pour la promotion des femmes rurales.

Lors du voyage d'Etat des grands-ducs de Luxembourg dans notre pays en mars, notre souverain déclare : *« Terres d'accueil situées au carrefour des cultures latine et germanique, le grand-duché de Luxembourg et la Belgique sont aussi des démocraties pluriculturelles. Chez vous comme chez nous, la société multiculturelle n'est pas une abstraction. C'est une réalité vécue tous les jours, un dialogue fructueux entre cultures, un effort continu d'intégration qui est requis de tous, ceux établis depuis longtemps et ceux nouvellement installés dans le pays. Avec plus d'un tiers de sa population d'origine étrangère, le grand-duché est bien conscient de la nécessité de promouvoir cette intégration.*

Il la réalise avec succès. Ce faisant, il fournit la preuve qu'une société pluriculturelle et solidaire représente l'avenir et est à même de garantir le bien-être et la prospérité de tous ses citoyens ».

Un mois plus tard, le Roi inaugure à Bruxelles la 101^{ème} conférence de l'Union Interparlementaire. Il en profite pour déclarer : *« Même dans nos démocraties bien établies, nous devons rester vigilants. Les valeurs démocratiques ne sont jamais acquises une fois pour toutes. Gardons bien à l'esprit l'expérience douloureuse des années 30 et rejetons l'intolérance, le racisme et toutes les formes d'extrémisme ».* Il évoque aussi, pour la première fois, les événements au Kosovo (l'Otan venait de lancer des frappes aériennes contre le régime serbe de Slobodan Milosevic qui persécutait les Albanais de cette province) : *« Non loin d'ici, au Kosovo, une horrible épuration ethnique est organisée systématiquement et à grande échelle. Les démocraties ne peuvent tolérer de tels crimes contre l'humanité ».*

Au cours des semaines suivantes, Albert II suit attentivement les opérations militaires de l'Otan au Kosovo auxquelles participait notre pays : visite du centre logistique de la Croix-Rouge (où étaient centralisés les dons des Belges pour les réfugiés), rencontre avec le général Klaus Naumann (président du comité militaire de l'Otan), réunion de travail à l'état-major général des forces armées belges, encouragement aux 530 soldats belges qui partaient effectuer des missions humanitaires à Dürres, rencontre avec le secrétaire d'Etat Jan Peeters (responsable de l'accueil des réfugiés kosovars en Belgique), visite à la base aérienne d'Amendola en Italie aux pilotes belges engagés dans les

opérations de l'Otan, déclaration très ferme lors de son voyage d'Etat en Pologne (« *Les démocraties ne peuvent tolérer les crimes contre l'humanité inspirés par un nationalisme débridé qui n'a pas sa place sur notre continent* »).

Le conflit du Kosovo est au centre de son discours de la fête nationale 1999. Il rend hommage à nos militaires et leurs familles, à la générosité des Belges, aux ONG, à l'Union Européenne, à l'Otan, ainsi qu'aux autorités belges ayant organisé l'accueil des réfugiés kosovars. Il glisse une prise de position plus politique sur l'UE : « *L'expérience de ce conflit montrera, je l'espère, d'une part la nécessité d'une politique étrangère commune et d'autre part l'urgence d'une politique de sécurité commune. Dans ces deux domaines, le chemin à parcourir est encore long* ».

Quelques semaines avant les élections législatives, régionales et européennes du 13 juin, le scandale de la dioxine éclate. Diverses analyses concluent qu'il y a un risque de contamination de certaines farines animales par PCB. De nombreux produits sont retirés provisoirement de la vente. Mais l'affaire prend un tournant politique lorsqu'on apprend que le gouvernement fédéral était au courant de ces analyses depuis plusieurs semaines, et n'avait rien rendu public. Le ministre de la Santé Publique Marcel Colla (CVP) et le ministre de l'Agriculture Karel Pinxten (CVP) démissionnent le 1^{er} juin. Vu l'approche de la fin de la législature, ils ne sont pas remplacés et leurs compétences sont partagées entre les autres ministres.

Les élections se déroulant en pleine crise des poulets et des œufs à la dioxine, les partis de la majorité

(CVP, SP, PS et PSC) accusent un net recul au profit d'Ecolo et d'Agalev. Le PRL-FDF-MCC (au sud) et le VLD (au nord) consolident leurs résultats de 1995. Le lendemain, Jean-Luc Dehaene présente au Roi la démission de son gouvernement et lui annonce qu'il renonce à toute fonction ministérielle.

Après plusieurs jours de consultations, Albert II nomme informateur Louis Michel, le président du PRL-FDF-MCC. Une semaine plus tard, celui-ci apporte au Roi son rapport prônant une coalition des partis libéraux, socialistes et écologistes du nord et du sud du pays.

Albert II nomme ensuite formateur Guy Verhofstadt, le président du VLD, le parti possédant le plus de sièges à la Chambre. Lors de la composition du futur gouvernement fédéral, on sait que le Roi a imposé deux de ses idées. Premièrement, il a mis son veto à la nomination du socialiste Michel Daerden, car il estimait que ses problèmes d'alcoolisme ne donnaient pas une image positive de notre pays. Aussi Michel Daerden a reçu un ministère à la région wallonne...où le souverain n'a rien à dire. Deuxièmement, lors de la campagne électorale, Louis Michel n'avait pas caché qu'il souhaitait devenir ministre de l'Intérieur et réaliser la réforme des polices. Mais Albert II réussit à le convaincre d'accepter le ministère des Affaires étrangères, où le Roi souhaitait une personnalité politique importante pour redorer l'image de la Belgique à l'étranger.

En juillet, les ministres et secrétaires d'Etat du gouvernement Verhofstadt Ier (VLD, PRL-FDF-MCC, SP, PS, Ecolo et Agalev), ainsi que les ministres-présidents des régions et communautés, prêtent serment devant le Roi dans la rotonde du château de Laeken.

Afin de montrer leur reconnaissance à Jean-Luc Dehaene (qui reçoit le titre de Ministre d'Etat) pour son soutien au début de leur règne, Albert et Paola offrent un déjeuner à l'ancien premier ministre et à son épouse au château du Belvédère, leur résidence privée. D'après Christian Laporte (auteur d' « Albert II, premier roi fédéral » en 2003), le Roi aurait insisté en vain auprès du nouveau gouvernement pour obtenir une « récompense » (le poste de commissaire européen, p.ex.) pour Jean-Luc Dehaene.

Dans son discours de la fête nationale, il évoque la crise de la dioxine :

« Ces événements ont démontré une nouvelle fois combien il est nécessaire de moderniser et de gérer efficacement les différents services de l'Etat. Je sais que cette exigence constitue une priorité pour le gouvernement. Le secteur public doit être au service de la population. Sa véritable raison d'être, c'est de rendre aux citoyens les services qu'ils sont en droit d'en attendre, notamment dans les domaines de la sécurité des personnes et de la santé publique. Combattons donc résolument les dysfonctionnements partout où ils se présentent. La population demande avant tout que chaque niveau de pouvoir exerce efficacement les compétences qui sont les siennes. Introduisons dès lors dans les services publics la notion de qualité intégrale. Dans le secteur privé, la lutte pour rester compétitif est souvent ardue. Veillons néanmoins à ce qu'elle ne se réalise jamais aux dépens de la sécurité du travail, ni de la qualité de la vie ou de l'environnement. Enfin, c'est l'image même de la Belgique à l'étranger que nous devons tous ensemble nous efforcer de rétablir ».

A l'occasion du 65^{ème} anniversaire d'Albert II en 1999, la Fondation Roi Baudouin lui laisse carte blanche pour choisir le thème et les objectifs d'un de ses programmes. Il exprime le vœu que la Fondation entreprenne une action en vue de soutenir l'enseignement professionnel, la formation en alternance et l'enseignement des classes moyennes. Cette action est intitulée « Un pas de plus ». En l'absence du souverain en convalescence, la famille royale assiste au Heysel au spectacle consacré à la réalisation de cette action et visite les stands de présentation de la centaine de projets choisis et soutenus par la Fondation Roi Baudouin.